



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
4 octobre 2017

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

CATALOGNE : DE LA RÉPRESSION DU REFERENDUM À LA COLÈRE SOCIALE ?

À coups de matraque et de balles en caoutchouc, la répression du référendum indépendantiste organisé dimanche dernier en Catalogne a fait 844 blessés, dont deux graves. Le gouvernement espagnol a déployé 10 000 policiers et gardes civils pour fermer des bureaux de vote et saisir le matériel électoral.

Son chef, le premier ministre Mariano Rajoy, s'est félicité d'avoir fait montre de sa poigne face à de simples bulletins de vote.

Voter, ce serait aller « contre la démocratie » ?

« Force de la loi », « respect de la Constitution », et désormais les coups de matraque, voilà ses arguments contre l'envie d'une partie de la population catalane de dire oui à l'indépendance. On voit quel genre de légalité Rajoy, englué dans des affaires de corruption, défend. Et les manifestations organisées à Madrid ce week-end pour l'unité espagnole, avec la bienveillance du pouvoir, avaient un vieux parfum de dictature franquiste.

Pas étonnant que, face à cette répression commandée depuis Madrid, nombre de gens aient brandi d'autant plus rageusement le drapeau catalan. Et que quelque 40 % des Catalans soient allés voter pour l'indépendance, bravant l'interdiction. C'est le résultat direct de la politique de Rajoy.

Puigdemont, pas plus démocrate que Rajoy...

Les gouvernants régionaux de Catalogne, chantres de l'indépendance, qui se sont placés à la tête de la colère catalane, laissent bien à désirer aussi, question démocratie. Ils ne sont pas moins répressifs que le gouvernement de Madrid. Ils l'ont montré lors de la grève générale du 14 novembre 2012 contre les mesures d'austérité, où la police catalane, aux ordres d'un gouvernement régional nationaliste qui avait durement réprimé la manifestation de Barcelone, faisait perdre un œil, d'un tir de balle en caoutchouc, à une manifestante.

... et tout aussi anti-ouvrier

Ce gouvernement régional porte sa part de responsabilité face à l'augmentation de la misère et du chômage en Catalogne. Une région des plus riches d'Espagne, certes ; dont les riches refusent d'être soli-

naires des pauvres des autres régions... mais qui déjà et surtout ne veulent pas payer pour les pauvres de Catalogne : 13 % de chômeurs, des coupes dans les budgets sociaux, un grave problème de logement...

Les coups de matraque de Rajoy ne font pas du chef de la région Catalogne, Carles Puigdemont, autre chose que ce qu'il est : un Macron en modèle réduit. La rue n'avait d'ailleurs pas manqué de le dénoncer, en 2011, avec le mouvement des Indignés. À l'époque, les politiciens aux manettes se sont empressés de détourner la colère sociale en un soutien exclusif à leur conception de l'indépendance. Si Puigdemont accuse aujourd'hui Madrid, c'est pour mieux se dédouaner. Mais agiter des drapeaux catalans ne donne ni travail ni pain.

La mobilisation... et ses perspectives

Hier mardi, 300 000 personnes ont défilé dans les rues en réponse aux violences policières orchestrées par Rajoy. La grève a été très suivie, en particulier dans les services publics. Cela dit dans certaines entreprises du privé, c'est la direction qui a pris l'initiative de fermer boutique, en payant la journée aux salariés, le club de foot du FC Barcelone en tête. Une manière pour les indépendantistes de continuer à garder la main sur la colère sociale.

Mais les classes populaires de Catalogne pourraient – et devraient – mettre aussi sur leurs banderoles leurs propres revendications. Pas seulement le droit de voter à un référendum venu d'en haut, mais le droit de vivre d'un travail et d'un salaire décent. Comme tous les travailleurs et les jeunes de toutes les régions d'Espagne, et au-delà de toute l'Europe. En réalité, leur force serait bien davantage dans cette alliance. Car elle ne se résumerait pas à agiter un petit drapeau catalan qui les laisse seules, aujourd'hui aux côtés mais demain face à face, avec leurs patrons catalans !

C'est le premier geste qui coûte

Après avoir envoyé les maintenanciers à la production avec la mise en place des PSP, la direction s'est rendue compte que la réparation des machines laissait à désirer. Et elle s'est résolue à embaucher des intérimaires. Les besoins en maintenance ne vont pas s'arrêter. Que le système PSP soit maintenu ou pas, ces nouveaux collègues, on va en avoir besoin. Autant leur donner des CDI.

Saint-Ouen : investir, ça presse

La direction de PSA Saint-Ouen se vante d'allouer un budget élevé aux presses du site : 250 000 euros par an. Sauf que c'est l'usine qui en compte le plus, et qui a les plus anciennes... Pour les entretenir correctement ou renouveler celles qui sont bonnes pour la casse, le compte n'y est pas du tout !

Poissy : leur faire ravalier leur arrogance

À Poissy début septembre, une quinzaine d'ouvriers du Ferrage avaient débrayé en réaction aux briefings d'intimidation qui leur annonçaient qu'ils ne pourraient plus aller aux toilettes en dehors des temps de pause sous risque d'« abandon de poste ».

Malgré ce premier débrayage d'avertissement la hiérarchie de Poissy maintient des méthodes humiliantes. Au Montage et Ferrage elle fait des petits bâtons sur un tableau lorsque des salariés sont exceptionnellement autorisés à aller aux toilettes en dehors de la pause. Certains chefs font même signer des bons de circulation dans l'usine pour ces salariés. Mercredi 20 septembre, plus d'une soixantaine de salariés ont débrayé 1 heure et ont défilé dans l'usine au B2. Ils protestaient contre les lois Macron mais aussi contre la volonté de la direction de leur interdire d'aller aux toilettes. Les chaînes ont été fortement ralenties. Certains chefs ont bossé à 3 pour tenir un poste.

Avec sa guerre psychologique, la direction accumule les provocations, un peu comme Macron : à se croire sortis de la cuisse de Jupiter, ils pourraient bien tomber sur un os.

Magouille généralisée

Après les constructeurs automobiles, c'est au tour des fabricants de camion de se faire pincer. Pendant 14 ans, Scania, Daimler, Volvo et Iveco se sont entendus sur les prix de vente et sur la mise en œuvre des normes environnementales des camions. Une application qu'ils repoussaient le plus possible ou facturaient au prix fort.

La sacro-sainte concurrence qu'on nous ressasse pour justifier la dégradation de nos conditions de travail est régulièrement mise à sac par la divulgation de ces magouilles. Ici et là-bas, c'est l'ouverture des comptes des entreprises et leurs contrôles par les sala-

riés qu'il faut imposer pour y mettre un terme.

Intérimaires : licenciement abusif généralisé

Avec la loi Macron, tous les salariés risquent de perdre la prime d'équipe et le 13^e mois. Les intérimaires pourront désormais être embauchés avec le nouveau contrat précaire, dit « CDI de chantier », (une nouvelle sorte de CDD), sans aucune IFM (indemnité de fin de mission) et sans prime de congés payés. Ils risqueront le licenciement à tout instant en perdant tous leurs droits de reclassement.

En bref ce sera le licenciement abusif généralisé.

Sportifs 1, Trump 0

Lors du meurtre par un militant d'extrême-droite américain d'une manifestante antiraciste au mois d'août, Trump avait expliqué qu'il y avait des gens « très bien » et des gens « mauvais » des deux côtés.

Aujourd'hui, alors que de plus en plus de sportifs américains s'agenouillent au moment de la diffusion de l'hymne américain pour protester contre les assassinats de Noirs américains par la police, Trump appelle les propriétaires des équipes concernées à « virer ces fils de putes ».

Résultat : ce mouvement fait tache d'huile, mêle des joueurs de toutes origines et parfois même entraîneurs et propriétaires des clubs. Une vraie réussite !

Retour à « Germinal » ? Gare à notre colère !

Les salariés d'un entrepôt Lidl des Bouches-du-Rhône se sont mis en grève la semaine dernière. Ils étaient révoltés par le licenciement d'un de leurs collègues et par « l'univers impitoyable » de leur travail que l'émission *Cash investigation* venait de rendre public. Des préparateurs qui travaillent toute la journée avec des commandes vocales, au point de ne plus pouvoir dire bonjour à leurs collègues, des caissières « polyvalentes » qui courent d'un bout à l'autre du magasin et doivent rester debout derrière leurs caisses, des insultes de la hiérarchie... Cette réalité du monde du travail, c'est le quotidien des travailleurs.

Macron pousse le bouchon. Au service de ces patrons voyous, il veut rendre les licenciements encore plus faciles, empêcher tout recours aux Prud'hommes. Mais nous ne sommes pas sans défense : ce que les salariés de Lidl ont fait, nous pouvons tous le faire.

Le **10 octobre**, les salariés du public sont appelés à la grève. Mais n'attendons pas de réagir chacun son tour : dans le privé, nous avons les mêmes adversaires et nous pouvons nous saisir de cet appel pour lancer la riposte, tous ensemble, en participant à la manifestation (**rdv à Caen 10h30 place Saint-Pierre**) et en faisant grève là où c'est possible.